

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION

24/03/2022

AFFICHEE LE :

24/03/2022

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 29

PRÉSENTS : 24

VOTANTS : 28

DATE D’AFFICHAGE  
DES DÉLIBÉRATIONS

13 avril 2022

**L’an deux mil vingt-deux, le 30 mars, à 20 h00**

**Le Conseil municipal de la ville de MONDEVILLE, dûment convoqué, s’est réuni dans la Salle du Conseil Municipal sous la présidence de Madame Hélène BURGAT, Maire.**

**PRÉSENTS** : Hélène BURGAT, Josiane MALLET, Bertrand HAVARD, Axelle MORINEAU, Mickaël MARIE, Maryline LELEGARD-ESCOLIVET, Serge RICCI, Emmanuelle LEPETIT, Dominique MASSA, André VROMET, Claude REMUSON, Georgette BENOIST, Thierry TAVERNEY, Didier FLAUST, Gilles SEBIRE, Denis LE THOREL, Annick LECHANGEUR, Laetitia POTTIER-DESHAYES, Guillaume LEDEBT, Kévin LEBRET, Joël JEANNE, Nicolas BOHERE, Sylvain GIRODON, Christophe CURTAT

**ABSENTS** : Laurence FILOCHE-GARNIER, Fabienne KACZMAREK, Christophe LEGENDRE, Véronique VASTEL, Chantal HENRY

**PROCURATIONS** : Laurence FILOCHE-GARNIER à Hélène BURGAT, Fabienne KACZMAREK à Georgette BENOIST, Christophe LEGENDRE à Maryline LELEGARD-ESCOLIVET, Véronique VASTEL à Joël JEANNE,

Monsieur Kévin LEBRET a été désigné comme secrétaire de séance et a accepté cette fonction.

## **CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PRIVE COMMUNAL AVEC CASTOR MEDITATIF**

DELIBERATION N° DELIB-2022-029

RAPPORTEE PAR : Monsieur Bertrand HAVARD

L'association « Castor Méditatif » créée à Mondeville en 2020 a pour objet la construction de Tiny Houses. Ces maisons en bois de petites tailles sont assemblées à partir de matériaux de récupération et ont vocation à être vendues ou mises à disposition à des structures d'insertion. La première « Tiny » sera ainsi livrée à l'« Association des amis de Jean Bosco ».

Le lien entre la récupération de matériaux, leur réemploi et la destination solidaire des maisons fait de « Castor Méditatif » un acteur de l'économie sociale et solidaire que souhaite soutenir la ville de Mondeville.

C'est pourquoi la ville met à disposition une partie du bâtiment des « SHEDS » situé dans la ZAC Valleuil. L'installation de l'atelier de construction de « Castor Méditatif » s'accorde avec la pluralité de fonctions souhaitée pour ce nouveau quartier. Le lien est particulièrement pertinent avec le SHED vendu à l'entreprise d'ébénisterie « Perspectives », voisin de « Castor Méditatif ».

Il est ainsi proposé d'asseoir ce soutien dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine privé communal correspondant à l'occupation d'une partie des bâtiments des « SHEDS » de deux années afin d'accompagner la structure « Castor Méditatif ». La convention est jointe à cette délibération.

Cette occupation d'une partie du bâtiment des « SHEDS » se fait à titre gratuit.

Par conséquent,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2144-3,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 2221-1,

Après consultation de la commission Emploi, solidarités, économie sociale et solidaire, logement du 9 mars 2022,

#### **Le Conseil municipal de MONDEVILLE décide**

- **D'APPROUVER** la mise à disposition gracieuse d'une partie du bâtiment des « SHEDS » à l'association « Castor Méditatif » ;
- **D'AUTORISER** Madame La Maire ou son représentant à signer la convention d'occupation du domaine privé communal avec l'association « Castor Méditatif » ainsi que tout acte s'y rapportant.

	<b>POUR</b>	<b>CONTRE</b>	<b>ABST.</b>	<b>NE PREND PAS PART AU VOTE</b>
<b>VOTE</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits,  
Pour extrait conforme,

La Maire,  
**Hélène BURGAT**



## CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVÉ

Entre

**La commune de Mondeville**

Rue Chapron

14120 MONDEVILLE

représentée par son Maire, Madame Hélène BURGAT, dûment habilitée par la délibération du Conseil municipal n°66/2020 du 26 août 2020,

Ci-après dénommée « la Commune »,

d'une part,

Et

**L'association Castor Méditatif**

dont le siège social est sis Batiment DRAKKAR

14640 VILLERS-SUR-MER

Représentée par son président Arnaud COTTEBRUNE

Ci-après dénommée « l'association »,

d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2144-3 ;  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 2221-1 ;  
Vu le Code civil, et notamment les articles 537 et 1713 ;  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 64/2015 du 10 juin 2015 relative aux tarifs municipaux ;

Il a été convenu comme suit :

### **Article 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

La commune de Mondeville met à disposition de l'association des biens relevant du domaine privé communal. La présente mise à disposition est acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes que l'association s'oblige à exécuter et accomplir.

### **Article 2 : RÉGIME DE L'OCCUPATION**

Les biens mis à disposition de l'occupant relèvent du domaine privé de la Commune. En conséquence, la convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation temporaire du domaine privé. La présente convention ne confère pas à l'association de droit réel.

### **Article 3 : DÉSIGNATION DES BIENS**

L'association est autorisée à occuper les lieux ci-après :

- Partie du bâtiment dit des « SHEDS » situé dans la ZAC Valleuil.



### **Article 4 : DESTINATION DES BIENS**

#### **1) Destination principale**

Les biens mis à disposition de l'association est destiné à permettre à l'association d'exercer ses missions, c'est-à-dire la construction de *Tiny House*.

Cette destination devra être respectée pendant toute la durée de la mise à disposition. L'association ne pourra autoriser l'exercice d'aucune autre activité à un tiers, sans l'accord préalable de la Commune.

Tout changement de destination qui ne serait pas autorisé par la Commune entraînerait la résiliation de la convention.

## **Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTIONS ET CONDITIONS DE RECONDUCTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de deux années.

Si la Commune décide de ne pas reconduire, elle devra dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé de réception avec un délai minimum de six mois.

## **Article 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **1) Gratuité**

La mise à disposition est consentie à titre gratuit.

### **2) Participation financière**

Les frais de fonctionnement (eau, électricité, chauffage, ...) sont pris en charge par l'association.

## **Article 7 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'association est seule responsable des lieux qui lui sont mis à disposition dans le cadre la présente convention. Elle ne peut céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente mise à disposition, sauf autorisation expresse temporaire donnée par la Commune.

L'association s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements en vigueur se rapportant tant à l'occupation des lieux et aux règles de sécurité qu'à l'activité qui y est exercée.

Elle devra jouir des lieux sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue des lieux.

Elle s'engage à communiquer à la Commune tout problème ou dysfonctionnement affectant la structure du bien mis à disposition. Elle s'engage également à laisser la Commune visiter les lieux ou à les faire visiter à toute personne habilitée chaque fois que nécessaire.

## **Article 8 : DROITS ET OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

La commune assurera à l'association la jouissance paisible du bien mis à disposition pendant toute la durée de la convention.

La Commune s'engage à maintenir les lieux mis à disposition dans des conditions propres à en assurer la sécurité.

## **Article 9 : ENTRETIEN, MAINTENANCE ET GROSSE RÉPARATION**

L'association prend les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance et devra les rendre, à la fin de la mise à disposition, en bon état d'entretien.

Elle devra, pendant toute la durée de la mise à disposition, entretenir les lieux en bon état de conservation et les maintenir à bon état de propreté.

A cet effet, elle est tenue des réparations incombant normalement au bailleur mais qui seraient rendues nécessaires par des dégradations survenues de son fait ou de celui des personnes qu'elle accueille.

Les travaux de maintenance et grosses réparations sont à la charge de la Commune.

#### **Article 10 : ASSURANCE – RESPONSABILITÉ**

La commune assure le terrain en sa qualité de propriétaire.

L'association est responsable à l'égard des tiers de tout accident, dégâts et dommage de quelque nature que ce soit.

L'association doit souscrire une assurance responsabilité civile et couvrant les dommages aux biens. Elle communiquera à la Commune les attestations d'assurance correspondantes.

La commune décline toute responsabilité en cas de dommages affectant le matériel apporté par l'association.

L'association reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les appliquer.

#### **Article 11 : ENTRÉE EN JOUISSANCE DES LOCAUX**

Par le fait même d'entrée en jouissance, l'association sera réputée avoir une connaissance parfaite des lieux, et de leurs avantages et inconvénients pour les avoirs préalablement vus et visités. Il ne sera admis, après l'entrée en jouissance, aucune réclamation sous prétexte d'erreur, omission, défaut de désignation incompatible avec l'utilisation prévue.

#### **Article 12 : REPRISE DES LIEUX A L'ISSUE DE LA CONVENTION**

Au terme de la convention, l'association est tenue :

- D'évacuer tout matériel, déchet, encombrant et autres présents dans les locaux qui résulteraient de son occupation ;
- De remettre à la Commune le bien occupé et en bon état d'entretien.

#### **Article 13 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

#### **Article 14 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

##### Résiliation pour inexécution des clauses contractuelles :

La présente convention d'occupation temporaire du domaine privé pourra être résiliée par la Commune en cas d'inexécution par l'association de l'une de ses obligations contractuelles dans un délai de 15 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation pourra, à l'initiative de la commune, intervenir de plein droit, sans formalité judiciaire.

La Commune ne versera aucune indemnité ni dédommagement à l'association.

Résiliation anticipée de la convention :

- Par l'association : à tout moment, sous réserve d'avoir prévenu la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception
  - Par la commune, sous réserve de prévenir l'Association 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception pour les raisons suivantes :
    - o Motif d'intérêt général
    - o Motif tiré de la bonne administration des dépendances du domaine privé de la Commune ou de la satisfaction des besoins des services publics dont elle a la charge ;
    - o Cas de force majeure
- La Commune ne versera aucune indemnité ni dédommagement à l'Association

Résiliation de plein droit :

La présente convention sera en outre résiliée de plein droit en cas de disparition de son objet ou de l'association, sauf reprise par un tiers après l'accord exprès de la Commune. La Commune ne versera aucune indemnité ni dédommagement à l'Association.

**Article 15 : REGLEMENT LITIGES**

Toutes difficultés à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable seront soumises au tribunal compétent en la matière.

La convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Mondeville, le .....

Pour l'association :

Le Président  
Arnaud COTTEBRUNE

Pour la Commune :

La Maire,  
Hélène BURGAT